

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Ce qu'il faut retenir de l'interview d'Alain-Claude Bilie-By-Nze sur France 24 et RFI

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

POUR son premier séjour dans l'Hexagone en tant que Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze a accordé, mardi dernier, à nos confrères de France 24 et Radio France internationale (RFI), une interview qui, au final, s'avère riche d'enseignements. Entendu qu'il a pleinement assumé et clairement réaffirmé les grandes lignes de la politique étrangère du Gabon, tout en abordant certains aspects de la politique nationale. En effet, le chef du gouvernement s'est montré très attaché au respect des choix opérés par le Gabon sur la scène internationale. Lesquels, a-t-il fait valoir, tiennent compte de la nécessité de préserver les

"intérêts stratégiques" de notre pays. Ce qui sous-entend que le Gabon peut avoir des positions différentes de celles des États occidentaux sur un certain nombre de problématiques internationales. Dans cette optique, le processus de diversification des partenariats mené actuellement par Libreville s'entend comme une volonté des autorités gabonaises de privilégier, d'abord et avant tout, les "intérêts stratégiques" de notre pays en tenant compte de l'environnement mondial.

D'où, a indiqué Alain-Claude Bilie-By-Nze, "La France restera un partenaire essentiel et important pour le Gabon. Mais la France ne peut plus être le seul partenaire du Gabon". Ce faisant, le locataire du 2-Décembre s'est voulu également soucieux du respect

de la souveraineté de notre pays et celle des autres États africains. D'autant plus que, a-t-il précisé, "ce qui m'importe en tant que Premier ministre gabonais, c'est l'influence du Gabon".

Répondant aux questions liées au naufrage du "Esther Miracle" survenu le 9 mars dernier au large de Libreville, notamment la démission de l'ancien ministre des Transports, il a indiqué que celle-ci découlait d'une "responsabilité politique". En pointant du doigt l'absence de rigueur et un certain nombre de négligences dans la "délivrance des documents".

De même, il a laissé entendre que le prochain scrutin présidentiel devrait se dérouler en toute transparence et sérénité en espérant que "le vaincu acceptera les résultats et félicitera le vainqueur".



Photo: DR

Le Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, face à nos confrères de France 24 et RFI.

Égalité des genres : l'OIF apprécie les efforts du Gabon

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

DANS le cadre de son récent séjour parisien, le Premier ministre gabonais, Alain-Claude Bilie-By-Nze, s'est entretenu le 20 mars passé au siège de Paris de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) avec sa secrétaire générale, Louise Mushikiwabo.

Une rencontre loin d'être fortuite puisqu'elle s'est déroulée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'organisation éponyme. Un entretien aux allures de palliatif à ladite commémoration au Gabon. Laquelle a été reportée en raison du drame national qui a endeuillé plusieurs familles suite au naufrage le 9 mars du navire "Esther Miracle".

Occasion pour le chef du gouvernement et son hôte de faire le point de la coopération bilatérale entre le Gabon et l'institution défendant la "langue française" à travers le monde. Lors du tête-à-tête entre les deux personnalités, la "patronne de l'OIF" a salué le



Photo: DR

Une phase de l'entretien entre le Premier ministre et la secrétaire générale de l'OIF à Paris.

rôle majeur joué par le Gabon dans la promotion des valeurs de la Francophonie. Normal quand on sait que la langue officielle du Gabon est le français.

Outre la coopération bilatérale, comme on pouvait s'y attendre, les questions relatives à la gouvernance ont figuré en bonne place dans ledit échange. Parmi les sujets évoqués, la promotion voire la politique de l'égalité des genres prônée par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Une avancée considérable n'ayant pas laissé indifférente Louise Mushikiwabo. Cette dernière a ainsi exhorté son hôte à continuer

de mettre en musique cette vision du numéro un gabonais.

Dans la même foulée, elle a apprécié la politique relative à l'égalité femme/homme menée par le Gabon au sein des instances francophones. Non sans se réjouir de l'accent particulier placé sur la francophonie économique.

Pour rappel, la récente rencontre prouve, s'il en était encore besoin, que les rapports entre le Gabon et l'OIF sont au beau fixe. Tor-dant ainsi le cou aux allégations faisant état d'un "hypothétique" malaise entre les deux parties depuis l'adhésion de notre pays au Commonwealth.

Le MEDEF réaffirme son intérêt pour le Gabon



Photo: DR

Le chef du gouvernement au siège du Medef.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LA récente rencontre entre le Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et les membres du Conseil d'entreprises France-Afrique centrale du Mouvement des entreprises de France (Medef) International, à Paris aura témoigné de tout l'intérêt que porte l'organisation patronale française pour notre pays.

Ainsi, la réunion de mardi dernier faisait suite à la visite en décembre 2022 au Gabon d'une forte délégation du Medef, et à la participation du président français, Emmanuel Macron, au One Forest Summit que Libreville a abrité du 1er au 2 mars. À cette occasion, plusieurs dirigeants des grandes entreprises françaises étaient présents dans la capitale gabonaise pour manifester leur volonté de relancer les partena-

riats économiques avec notre pays. C'est dans ce cadre que la réunion de mardi au siège à Paris du Medef a marqué l'ambition de favoriser la relance des échanges économiques entre le Gabon et le conglomérat des grandes entreprises françaises.

À cette rencontre, prenaient part plus de trente sociétés françaises, notamment celles opérant au Gabon dont Perenco, JC Decaux et Egis entre autres. Deux axes devront être pris en compte dans cette nouvelle démarche. À savoir, le renforcement opérationnel et le maintien d'une dynamique qui visent à participer à la croissance économique du pays.

La présence du chef du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, participe de cette volonté des pouvoirs publics gabonais de s'ouvrir à tous les partenaires désireux d'accompagner notre pays dans ses politiques de développement.